

## PROJET DE LOI ORGANIQUE RELATIVE À L'INFORMATION

## Un document inquiétant

**«Le fondement de notre gouvernement étant l'opinion du peuple, le tout premier objectif doit être de protéger ce droit populaire et, s'il me fallait choisir entre un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, j'opterais sans hésiter pour la seconde proposition.»**

Thomas Jefferson. (1743-1826),  
Président des Etats-Unis d'Amérique

Par Yazid Yahiaoui

Dans quelques jours, un nouveau projet de loi organique relative à l'information sera débattu au niveau des deux Chambres par les députés puis les sénateurs. Aussi, et c'est parce que nous pensons que ce nouveau projet porte en lui les stigmates d'une régression inqualifiable dans le métier du journalisme, que ce nouveau projet s'il venait à être adopté tel qu'il est présenté signerait la fin de la liberté de la presse en Algérie, que nous avons cru utile de rappeler certains articles liberticides où l'abus est criant et, partant, inviter nos représentants à user de tout leur pouvoir pour amender le maximum d'articles afin de permettre au journaliste d'exercer pleinement son rôle au sein de la société.

Même si nous considérons, et cela est indéniable, le fait que les pouvoirs publics aient accepté pour la première fois l'ouverture du champ audiovisuel aux compétences privées comme étant un grand pas dans notre pays, même si nous considérons que le souci des pouvoirs publics à travers un tel projet de loi organique relative à l'information est la réorganisation du secteur de l'information à la lumière des nouvelles données, surtout celles du village planétaire et les milliers de télévisions qui envahissent nos foyers, ainsi que la presse électronique qui prend de plus en plus d'espace dans la pratique et le réflexe quotidien du citoyen pour qui l'information en ligne, et ce grâce aux prodigieuses avancées technologiques et la magie de l'Internet, nous pensons que quelques remarques s'imposent présentement, surtout concernant justement ce projet de loi.

«Chat échaudé craint l'eau froide.» C'est avec ce proverbe que l'on peut affubler le pouvoir algérien actuel à travers la lecture de ce projet de loi. D'une manière globale, le pouvoir algérien donne l'impression de celui qui n'a pas compris que toutes les restrictions de ces dernières années –avec des hauts et des bas-, l'expérience de la presse algérienne durant la décennie noire et les multiples déboires auxquels elle avait eu droit des années durant, l'avaient totalement aguerrie et immunisée contre tout dérapage grave. Alors, que craint-on aujourd'hui à l'ère de l'Internet et de la télévision par satellite ? Est-on à ce point aveugle pour ne pas voir le

danger qui nous guette ? N'a-t-on pas encore compris que la meilleure défense contre la manipulation est l'offensive ? Songeons à créer une télévision digne de ce nom qui puisse être notre meilleur ambassadeur ; prenons l'exemple d'Al Jazeera où un émirat de quelques centaines de milliers de personnes est devenu, grâce à une chaîne, rayonnant et incontournable dans tous les conflits du globe. Prenons exemple et ne lésinons plus sur les moyens pour arriver au but. L'Algérie, notre pays, possède vraiment les moyens humains et financiers. Ne sous-estimons pas nos compétences.

Valorisons notre produit, notre génie, et allons aux conquêtes. Le troisième millénaire, pour ceux qui ne le savent pas encore, sera gagné par ceux qui maîtrisent la communication.

Cela étant, faisons une petite rétrospective. Nous savons tous que l'Algérie est signataire de toutes les conventions internationales, régionales et africaines des droits de l'Homme (Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948, Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966, entré en vigueur le 23 mars 1976, Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée le 12 juillet 1981 et entrée en vigueur le 21 octobre 1986, entre autres). Partant de ce constat, l'Algérie, riche de son expérience dans la presse écrite multipartiste, aurait pu songer, même à coups de milliards de dinars ou de dollars, à créer une chaîne de télévision en partenariat avec le privé mais avec une liberté de ton qui pour pallier le manque flagrant d'un tel canal à l'échelle maghrébine.

Une chaîne qui pourra recadrer notre position géostratégique en axant notre poids sur notre continent d'abord avec un correspondant permanent dans chaque pays africain, ensuite en Europe, notre partenaire économique incontournable et, enfin, l'Afrique du Nord, notre milieu naturel et son prolongement, le monde arabe.

S'agissant de la presse écrite et même électronique, l'Algérie a vécu cette expérience depuis 1990, avec ses hauts et ses bas, mais reconnaissons tout de même que ces dernières années et quoi qu'on en dise, malgré tous les défauts que l'on essaye d'accabler la presse écrite et les journalistes, ceux-ci ont démon-

tré, à chaque fois que de besoin, le patriotisme et le haut degré de responsabilité et de professionnalisme qui les animent. Cela, bien entendu, ne les dispense pas de certains errements, lesquels seront éliminés une fois le métier de journalisme apuré, et la formation continue des journalistes assurée.

Ainsi, nous pensons que la mouture actuelle du projet de loi tel que présenté par le ministre porte en lui des garde-fous (des barrières dirions-nous) tellement nombreux que, s'il venait à être adopté tel qu'il est, c'en sera fini de la liberté de la presse en Algérie.

Pour illustrer nos propos, nous pouvons dès l'abord parler de l'article 2 du présent projet. Dès le début, le journaliste est avisé que l'information qu'il se propose de publier se doit de respecter 13 commandements, (nous disons bien 13 commandements), lesquels conjugués, cela voudra dire que le journaliste, comme l'avait si bien écrit un chroniqueur d'*El-Watan* récemment, «traitera uniquement des chats et chiens écrasés»

En effet, quand on prévient le journaliste sur le respect «des valeurs culturelles et spirituelles de la Nation ; de l'identité nationale et de l'unité nationale, de la dignité de la personne humaine et des libertés individuelles, des impératifs de la politique étrangère du pays, des intérêts économiques du pays» ; quand on interdit au journaliste de commenter les choix diplomatiques de son pays et de ses dirigeants, quand on interdit au journaliste de divulguer les choix économiques même quand ceux-ci sont contraires aux intérêts du pays, quand on interdit au journaliste de fouiner dans le passé révolutionnaire d'un responsable ou même l'identité de ses proches qui pourraient, et malheureusement c'est le cas la plupart du temps chez nous, bénéficier de largesses ; quand on interdit au citoyen de penser librement et d'avoir ses propres opinions ; des opinions qu'il peut normalement et librement exprimer sans que cela nuise aux intérêts des autres ; quand on trace toutes ces limites, que resterait-il de la liberté de la presse et d'opinion garantie par toutes les conventions internationales que l'Algérie a ratifiées ?

La suite du projet est également truffée de discordances. Dans l'article 18, il est stipulé que toutes les publications d'informations générales doivent l'être en langues nationales, c'est-à-dire en arabe ou en tamazight». Or, à ce que nous sachions, pour les langues, ce sont les lecteurs et les utilisateurs du document édité qui sont les maîtres et qui sont là à sanctionner à travers les règles du marché la publication avec telle ou telle langue.

On pourra éditer des journaux en chinois mais il suffit de constater leur mévente totale

pour qu'ils disparaissent en un seul jour. On ne pourra obliger un organisme quelconque d'éditer son journal périodique en une langue, alors que c'est le seul à en savoir le destinataire et la portée. Une revue spécialisée d'une institution bancaire ou du ministère de la Santé, où tout se fait et s'étudie en langue française, ne servirait à rien de l'éditer en arabe.

Dans l'article 26 de cette loi organique, il est clairement stipulé que «toute publication d'information générale ne peut consacrer plus d'un tiers de sa surface globale à la publicité et aux publi-reportages». Or, tout le monde sait que le premier à avoir foulé cette disposition somme toute contenue dans l'ancien code de l'information de 1990 est le pouvoir lui-même en monopolisant la publicité étatique à travers le canal de l'ANEP pour la redistribuer à la clientèle en foulant au pied toutes les règles du marché.

Aussi, l'article 38 qui traite de l'autorité de régulation sur laquelle nous reviendrons, et qui parle des missions de cette autorité dont, entre autres, «veiller au respect des normes en matière de publicité commerciale et d'en contrôler l'objet et le contenu», doit être appliqué à la lettre et immédiatement, avec arrêt du monopole sur la publicité étatique.

Par ailleurs, et parlant de l'autorité de régulation, nous pensons que l'article 51 qui traite de sa composante devra être revu pour que, comme cela se passe dans d'autres pays, le président de cette autorité doit être désigné par le président de la République mais parmi les 7 membres élus à la majorité absolue parmi les journalistes professionnels justifiant d'au moins 15 ans d'expérience. Nous pensons que le président de l'autorité de régulation doit être un journaliste professionnel et libre de toute mainmise, reconnu par ses pairs et sans que cela soit cité le nombre d'années d'expérience.

Pour l'autorité de régulation audiovisuelle, nous avons évoqué plus haut les portées d'une télévision libre et digne, celle-ci devra être libérée des griffes du pouvoir. Ce dernier doit plutôt accompagner la nouvelle ère en faisant appel aux professionnels des médias en Algérie afin de contrecarrer les nouvelles chaînes de télévision par le contenu et non par le bâton et la menace d'amendes et autres intimidations.

De même pour l'article 88 qui parle de sociétés de rédacteurs. Dans le texte de loi, il est dit que «les journalistes professionnels peuvent concourir à la constitution de sociétés de rédacteurs participant au capital de l'organe de presse qui les emploie et à sa gestion». Cette disposition aurait pu avoir un impact plus important s'il est fait état de l'invite aux journalistes de créer de telles

sociétés de rédacteurs afin, d'abord, de protéger les lignes éditoriales de leurs journaux qui peuvent passer d'un patron à un autre à tout moment.

Enfin, s'agissant de l'éthique, l'article 90 parle de l'interdiction de violation directe ou indirecte de la vie privée des personnalités publiques. Jusqu'à quel degré pourra-t-on parler de vie privée d'une personnalité publique ? Comment pourra-t-on définir une vie privée d'une personnalité publique comme inviolable ? Doit-on souligner le mariage de telle ou telle personne publique ou non, de même son divorce, les déboires de sa progéniture, etc. ? Une personnalité publique est l'attraction première du citoyen ; si celle-ci ne veut pas que sa vie privée soit ébruitée, elle n'a qu'à se retirer et vivre dans l'anonymat. «Qui veut vivre heureux, doit vivre caché.»

Tout cela est considéré comme une restriction au métier de journaliste lequel, concernant l'éthique et la déontologie, devait être guidé par un seul mot : objectivité.

Enfin, nous terminons par nous élever contre l'article 110 qui stipule que «toute personne physique ou morale algérienne a le droit de réponse sur tout article écrit ou émission audiovisuelle portant atteinte aux valeurs nationales et à l'intérêt national». Cet article est proposé comme si le journaliste est irresponsable et peut écrire n'importe quoi, au point que le citoyen, quel qu'il soit, vienne «remettre à sa place cet égaré». Arrêtons d'avilir le journalisme, ce noble métier pour qui les journalistes algériens ont donné le meilleur d'eux-mêmes pendant les plus sombres pages de l'histoire du pays en défendant et la République et tous ceux qui l'incarnaient.

Rendons hommage à tous ces martyrs du devoir et ayons le courage de considérer ce métier avec respect et déférence pour tous ses sacrifices.

Lors de l'adoption de ce projet de loi, les députés doivent avoir en tête une seule et unique pensée : qu'il soit simple citoyen ou cadre de l'Etat, son seul recours au cas où la vie lui jouerait des tours, et cela pourra arriver à n'importe qui et en tout moment, sera la presse. Mais pour cela, celle-ci doit être la plus libre et la plus affranchie. Aidez-là à le devenir.

Quant à nous, journalistes, nous pouvons rappeler aux responsables qui sont là-haut que notre credo, nous le maintenons quel que soit le prix à payer. Non pour nuire aux gens ni aux responsables mais pour être au service du pays et du citoyen ; pour jouer pleinement notre rôle : celui d'élite travaillant pour éveiller les consciences. Notre credo : liberté et vérité. Tout autre objectif à travers les lois sera voué à l'échec.

Y. Y.